



07 AVR 2016

C_2016_029

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille seize le trente et un mars à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

**Objet de la
délibération:
Attribution de
compensation 2016
provisoire**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Malika GUELLATI pouvoir à Michèle PELASSY, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le : 04 AVR. 2016

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

L'article 1609 nonies du code général des impôts prévoit le versement, par les EPCI à fiscalité professionnelle unique, d'une attribution de compensation aux communes membres.

Le montant de cette dotation est égal au montant de cette fiscalité perçue par les communes l'année précédant la création de la communauté d'agglomération ou son extension de périmètre, minoré des charges transférées.

En janvier 2014, l'intégration des communes de Saint Antonin du Var, Salernes et Sillans la Cascade a modifié le montant des charges transférées. Toutefois une recette liée à la Dotation Globale de Fonctionnement n'ayant pas été intégrée au calcul de l'attribution de compensation des communes de Salernes et Sillans la Cascade, ces montants ont été corrigés en 2015 au titre de l'année 2014, précisant que le rattrapage 2015 serait effectif sur l'attribution de 2016. Pour 2017, les attributions de compensations de ces deux communes seront ramenées à leur niveau initial.

Pour 2016, ce sont les contributions au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var des communes de Salernes, Saint Antonin du Var et Sillans la Cascade, qui sont intégrées au calcul du transfert de charges.

Dans l'attente de la validation de ces éléments par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), il convient donc de n'entériner que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2016.

Celle-ci fera donc l'objet d'un vote pour son montant définitif en fin d'exercice.

Les évaluations de transferts de charges sont déterminées par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, prévues au II de l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, adoptées sur le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées.

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le

07 AVR. 2016

ID : 000 243000495 20160331-C_2016_025-DE

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission des finances en date du 17 mars 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- fixer l'attribution de compensation provisoire 2016, inscrite au budget primitif 2016, telle que présentée dans le tableau ci-annexé.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 31 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Olivier Audibert-Troin

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.